

Villeneuve-Saint Georges,
Dimanche 11 Avril 2010,

Cher-e-s ami-e-s,

Les élections qui viennent de s'achever sont, c'est certain, un nouvel événement pour l'écologie politique. En moins de deux ans, nous avons entamé un nouveau cycle de notre histoire.

Personne ne pouvait anticiper réellement le bouleversement politique du 7 Juin 2009. Si nous étions convaincus de la pertinence du rassemblement, de sa capacité à rebattre les cartes d'un paysage politique parfois défraîchi, le résultat a été au-dessus de nos espérances. Nous avons montré que l'écologie était à la fois une projet autonome et que nous étions capables de tisser des ponts avec tous ceux qui innoveraient dans la société, en portant des solutions et en incarnant une alternative crédible.

Après un tel élan, les attentes étaient nombreuses, chez les citoyens et les citoyennes, qui lassés des éternels duels, hésitent souvent entre l'abstention ou la résignation. Les élections régionales auraient pu être celles de la déception, elles ont été celle de la confirmation. Nous avons montré que le mouvement de l'écologie politique pouvait être, à deux élections consécutives, la troisième force du paysage politique. J'y ai pris ma part de responsabilité, avec chacun et chacune d'entre vous, avec Philippe Meirieu, avec Laurence Vichnievsky, toutes les autres têtes de listes et celles et ceux qui ont fait la campagne. Avec 266 conseillers régionaux élu-e-s, aux parcours très divers en situation de responsabilité dans presque toutes les régions, nous avons aujourd'hui les moyens de mettre en œuvre une écologie de transformation.

Les débats sur notre avenir sont aujourd'hui nombreux et les voix pour y contribuer plurielles. Je reste convaincue que plus nous serons nombreux-ses à participer, plus ce débat sera riche. Vous l'avez compris, même si je sais que les intentions des uns et des autres sont pour l'essentiel sincères, je n'ai pas souhaité participer aux élans médiatiques d'un débat interne qui se contenterait d'être projeté sur la place publique. Je revendique mon rôle, que je ne considère pas ingrat, de trouver les voies d'un chemin partagé mais je souhaite aujourd'hui en toute simplicité et à titre personnel, ouvrir des pistes de proposition.

C'est vrai, il est temps, nous devons passer à une nouvelle phase de notre histoire. La manquer équivaldrait à laisser l'hégémonie au productivisme modernisé en capitalisme vert. Mais pour passer ce cap, il faut passer du rassemblement par le haut au rassemblement par le bas. Nous avons fixé un calendrier et le débat est dorénavant ouvert. La transmutation est en marche. A nous toutes et tous de ne pas mener ce débat uniquement dans les médias, et d'en faire celui de tous les comités locaux Europe Ecologie, de tous les Verts, afin qu'il soit approprié par toutes et tous.

Du Brésil à l'Inde, en passant par l'Italie ou les Etats-Unis, toutes les forces alternatives cherchent à inventer un nouveau mode d'organisation. Avec une démocratie représentative, qui se coupe chaque jour du plus grand nombre, où

l'abstention ne cesse de croître, on a besoin d'un mouvement qui soit capable de faire sa place à chacune et chacun. Pourtant, méfions-nous des rénovations hâtives de la vie politique, qui n'ont de modernes que le nom et derrière lesquels se reproduisent bien vite les formes anciennes de l'oligarchie ou du bonapartisme. Du NPA au Modem, en passant par les CUAL, il y a eu de bien nombreuses déceptions quant à la capacité à inventer un nouveau modèle.

Si la forme parti n'est pas finie, elle a pourtant vieilli. Nos effectifs sont peu nombreux et nos appareils reproduisent souvent trop vite les travers contre lesquels ils ont été formés. L'idée d'une « coopérative écologiste » avancée par Daniel Cohn-Bendit est juste quand elle permet de rappeler notre héritage tiré du mouvement autogestionnaire. En refusant le parti-supporter atomisé et entièrement dédié à une personnalité et le parti-caserne à l'engagement dévoué, il y a de la place pour une nouvelle forme : un parti-société, tourné vers l'extérieur et en perpétuelle transformation.

Il n'y aura pas de formule magique, mais je crois que la forme à naître doit être un mouvement polymorphe articulant à la fois un parti transformé et un réseau informel ouvert à toutes et tous, dont la priorité serait d'élaborer ensemble un projet capable d'être une alternative en 2012.

Cette transmutation/métamorphose ne devra pas non plus déboucher sur un objet fini mais nous devons conserver cette capacité d'être en mouvement et surtout d'être accueillants, en particulier à celles et ceux qui n'ont ni les codes ni l'habitude du militantisme. La question de la formation, de nos militants, des membres du réseau, des élus et même des futurs élus est pour moi fondamentale.

L'essentiel : construire notre projet

Cette réflexion en cours sur l'avenir de l'écologie ne peut pas être un seul débat d'organisation. Au cours des derniers mois, nous avons mis au cœur du débat public, notre rêve et notre vision. Ni bal des prétendants, ni querelle de statuts, voilà ce qui a fait grandir l'écologie.

Notre écologie est l'héritage de la pensée du mouvement ouvrier, des combats que la gauche a pu mener pour le temps libéré ou pour le féminisme. Notre écologie puise aussi à la source des courants libertaires qui revendiquent la démocratie participative et l'autogestion. Notre écologie a su critiquer la gauche lorsque celle-ci renonce ou s'enferme dans les dogmes de la croissance, du productivisme ou de la concurrence. Notre écologie c'est celle de l'égalité des droits et de la coopération internationale. Notre écologie affirme que les réponses à la crise économique et sociale sont écologiques.

Notre écologie est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui se reconnaissent dans notre projet. Ses frontières ne se font pas a priori mais ce sont celles d'un socle de valeur et d'un projet commun.

C'est pourquoi, dans les meilleurs délais, les Etats-Généraux de l'Emploi et de l'Ecologie, tel que proposés par Eva Joly et Pierre Larrouturnou, doivent voir le jour. Mais nous devons aussi enfin faire naître une véritable Fondation de l'Ecologie Politique, dégagée des logiques partisans. Une Fondation qui aura vocation à fédérer les initiatives, à rassembler tous ceux qui imaginent une

métamorphose de la politique et à travailler avec tou-te-s les écologistes où qu'ils soient : de Nicolas Hulot aux partisans de la décroissance. Avant 2012, la question sera de savoir si nous serons capable d'être le lieu d'invention et d'innovation de la gauche.

Faire muer le parti

Le parti des Verts a une courte et belle histoire. Il a su se préserver des tentatives d'instrumentalisation ou d'institutionnalisation. On a souvent parlé de sa culture du désordre, mais il a aussi été capable de défendre, avant tout le monde, la parité, le non-cumul des mandats, le rajeunissement, le métissage et la féminisation d'une démocratie souvent bien empotée. Il a aussi été capable de ne jamais s'enfermer dans une culture du chef, qui voudrait que la parole d'un seul devienne celle de tous. Nous devons, sans ambiguïté, conserver ces acquis.

Mais, il s'est aussi parfois trop vite replié et isolé. Il a quelquefois oublié, que c'est de la société civile qu'il est né. Il a entretenu un rapport souvent ambigu avec ses dirigeant-e-s, posant avec difficulté la question de l'incarnation. S'il est indispensable de participer aux institutions, il en a parfois trop vite pris la couleur. Les Verts n'ont aujourd'hui ni vocation identitaire, ni volonté de se dissoudre dans un ailleurs indéfini. Je nous crois capables d'engager notre propre mue en participant à une aventure commune.

Cette mue a vocation à créer un espace politique nouveau, où toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans Europe Ecologie au cours des deux dernières années et qui souhaitent s'investir dans un parti pourront trouver leur place. Elle peut supposer de réformer, voire de transformer ses instances. Et pourquoi pas, sans a priori ni opération marketing et si le plus grand nombre le souhaite, être capable de changer de nom ?

Mais, des changements cosmétiques ne suffiraient pas à un tel bouleversement. Ces lieux doivent être ouverts. Partout où existent des locaux des Verts ou de composantes issues du rassemblement, nous pourrions les transformer en Maisons de l'Ecologie. Fondées autour du concept de coopérative politique tournée vers la société, elles seront les lieux du rassemblement et auront pour fonction l'éducation populaire à l'écologie, l'ouverture vers les nouvelles pratiques (AMAP, covoiturage, consommation éthique, commerce équitable....).

La question des désignations de candidats doit aussi être traitée. Nous ne devons plus reproduire les formes brutales et violentes que peuvent être aussi bien les arrangements de courants que la cooptation par un petit nombre. Si nous voulons être capable d'innover et de transformer profondément la vie politique, alors refusons la logique qui voudrait que la désignation des élu-e-s soit la propriété de quelques uns et soyons attentifs à garantir la diversité des candidats. Nous devons ouvrir ce processus de désignation à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans notre projet. Ainsi dès les prochaines cantonales, nous pourrions mettre en œuvre ce processus qui associerait tous les membres du rassemblement. Dans les départements, tout citoyen se reconnaissant dans Europe Ecologie pourra, à partir d'une cotisation, voter pour la désignation des candidats aux cantonales.

Enfin cette nouvelle forme, doit être capable de représenter la pluralité d'Europe Écologie. Avec Les Verts, Régions et Peuples Solidaires, issus du Parti

Socialiste, du PCF, du Modem, de CAP21, ou d'autres forces, un lieu d'échanges, d'élaboration et de décisions pourrait prendre la forme d'un Conseil Fédéral provisoire. Il devra durant la période transitoire, travailler en lien avec les CAP régionaux sur les positions concernant les questions importantes : retraites, énergie - climat, sécurité. Ce conseil devra faire des propositions sur la stratégie en matière d'alliances, et pour la séquence présidentielle et législatives.

Ouvert sur la société, pluriel et innovant, ce parti devra être à la hauteur de toutes les exigences éthiques et démocratiques, notamment concernant le non-cumul, pour donner forme à une force d'espoir pour le XXI^e siècle.

Créer un réseau-mouvement ouvert sur la société

Durant toute la campagne, ils sont nombreux celles et ceux que j'ai rencontré-e-s, qui m'ont dit aimer et saluer notre mouvement. Ils veulent s'engager, mais pas s'encarter. Sans être membres d'un parti, mais en participant à un réseau souple et informel, ils doivent aussi pouvoir se fédérer.

Ils s'organiseront en comités locaux et adhéreront de manière individuelle à un réseau. Ils pourraient être reliés par (enfin!) un véritable journal de l'écologie politique, qui n'a pas vocation à être un organe de presse officiel, mais bien un outil de lien entre tous les écolos. Il reflétera les actions des comités Europe Ecologie et se nourrira des débats en leur sein. Outil de lien, il doit aussi être une force d'information et de réflexion. Enfin, prendront place des Fêtes annuelles de l'écologie, qui rassembleront toutes celles et ceux qui font de l'écologie une réalité quotidienne.

Après ces élections victorieuses, le risque le plus grand pour nous est celui d'un enfermement dans l'institution. Un pied dedans, un pied dehors, nous devons perpétuellement renouveler notre lien avec la société civile. Sur le modèle des expériences brésiliennes, les groupes régionaux des nouveaux élu-e-s débattront de manière permanente avec les associations de l'environnement et les secteurs du mouvement social et de la société civile. Au sein de parlements régionaux de l'écologie, ils organiseront le suivi des politiques des Conseils régionaux.

Enfin, parce que l'écologie ne se fait pas que dans les urnes, nous devons , dans les mois qui viennent, proposer à toutes les composantes de l'écologie d'organiser une Marche pour le Climat pour protester contre l'enlisement du Grenelle, l'abandon de la fiscalité énergétique, et faire valoir des décisions toujours plus urgentes.

Cette rénovation de nos propos et de nos idées doit aller bien plus loin. On ne peut parler d'écologie et porter notre projet de la même manière qu'au cours des années 1980. On ne peut plus s'adresser de la même manière et apporter les mêmes réponses aux générations qui n'ont connus que la crise, le SIDA et le chômage de masse. Les réponses politiques attendues aujourd'hui doivent pouvoir incarner des changements profonds et des transformations de la vie quotidienne. Mettre au coeur du débat nos réponses à la question économique et sociale, voilà le défi des années à venir. Nous devons prouver qu'il existe d'autres réponses, que le simple partage des fruits de la croissance et de la surproduction à tout crin.

Avant 2012, la question ne sera pas d'abord de savoir si nous devons avoir un-e candidat-e ou non, mais bel et bien si nous serons capable d'être le lieu d'invention et d'innovation de la vie politique.

Ils sont nombreux au cœur de l'opposition, mais aussi éloignés du débat politique, à s'interroger et à hésiter sur la possibilité d'une autre voie que celle ouverte par les formations politiques traditionnelles. C'est avec elles et eux, avec les millions de citoyen-nes qui rêvent d'une nouvelle politique, que nous écrirons les nouvelles pages de ce cycle historique de l'écologie.

Il ne s'agit aujourd'hui ni de s'isoler, ni de se marginaliser, ni de manquer d'ambition. Nous devons, même si le chemin est long et ardu, construire une formation de l'écologie à vocation majoritaire qui sera capable d'impulser des changements profonds. Cela passera sûrement par une recomposition du paysage politique de notre pays. L'écologie n'est pas seulement une obligation extérieure liée aux contraintes de la planète. Elle doit être le creuset du projet de transformation sociale du XXIème siècle. Celui qui permet d'ouvrir une véritable perspective à celles et ceux qui constatent la décrue et le renoncement de la social- démocratie ou l'impossible réanimation d'une utopie communiste morte autant de ses emballements que de ses trahisons.

L'écologie est aussi le projet qui, à un ultralibéralisme matiné d'autoritarisme, oppose l'émancipation, l'autonomie et le partage des richesses.

C'est avec cette volonté qu'est né mon engagement, c'était mon état d'esprit lors des élections régionales et c'est de la même manière que j'aborde les débats qui s'annoncent. Alors que d'aucuns s'aventurent à me donner de supposées ambitions pour 2012, c'est avec modestie que je souhaite participer au débat sur l'avenir. Il n'appartient pas qu'à nous et le résultat ne pourra être égal à la somme de chacun et chacune d'entre nous. Des choix que nous ferons et de l'élan que nous créerons, viendra notre capacité à mettre fin au régime Sarkozy et à créer une nouvelle majorité solidaire avec la gauche.

Après une campagne à la fois exaltante et harassante, je voulais vous livrer ces quelques mots d'une réflexion encore en cours, avant de profiter de quelques jours pour prendre ma part de repos et de grand air,

Avec mon amitié,

Cécile Duflot